

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAUX
 ROUBAIX - 69-71, Grand-
 Rue. T. G. 237.52, 237.13 et
 237.54.
 TOURCOING - 22, rue
 Carot. Tél. 27.
 LILLE - 3, rue Faidherbe
 Tél. 539.31.
 PARIS - 28, boulevard
 Poissonnière. Tél. Pro-
 vince. 77.94.
 MOUSCROIX - 105, rue de
 la Station. Tél. 444.
ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Cyprien Reboux
 Madame Alfred Reboux



Un emprunt de trois milliards et demi va être réalisé en Hollande et en Suisse

pour convertir les dettes extérieures des chemins de fer
annonce M. Paul Reynaud

Après s'être félicité de l'influence que sa politique financière a exercée sur le crédit de la France, le ministre des Finances ajoute :

« Je vous apporte la preuve que la route que nous avons choisie est la bonne »



M. Paul Reynaud devant le microphone (Ph. Agip.)

PARIS, 27 DÉCEMBRE (Minuit).
 Recevant, mardi soir, les membres de la presse, M. Paul Reynaud leur a donné la primeur d'une nouvelle qu'il devait commenter lui-même, un peu plus tard, dans une communication radio-diffusée. La France a conclu avec des banques hollandaises et suisses un emprunt de trois milliards et demi de francs, dont l'intérêt sera de 4 % et qui sera remboursable en trente années.

Cet emprunt aura, entre autres avantages, celui de permettre la conversion des obligations de chemins de fer français dont le taux varie entre 4 1/2 et 6 1/2 %, et qui sont cotés sur les places suisses et hollandaises.

L'économie qui en résultera pour le Trésor n'est pas négligeable. Mais, cette opération met surtout en évidence la confiance qu'inspire l'avenir des finances françaises, depuis que le plan de redressement est en application.

M. Paul Reynaud s'est plu à souligner ce témoignage significatif du retour de la confiance. « Jamais, a-t-il dit, ni le Trésor, ni une collectivité publique n'ont réalisé une opération si importante dans des conditions si avantageuses ».

Ces premiers résultats, qui ne peuvent pas être contestés, prouvent qu'on est dans la bonne route en cherchant le remède des difficultés financières, non dans des expédients et dans l'inflation, mais dans l'équilibre budgétaire et une saine politique économique qui ne soit pas une déclaration de guerre aux épargnants.

Sans doute la politique du gouvernement ne va pas sans un effort fiscal qui pèse sur l'économie elle-même. « Cette charge nouvelle », écrit M. Abel Gardey, rapporteur de la Commission sénatoriale des finances dans le rapport général du budget de 1939, s'ajoutant à un prélèvement fiscal que l'on s'accordait généralement à considérer comme atteignant déjà la limite de la capacité contributive de la nation, crée un risque qui ne doit pas être sous-estimé, celui de voir le fardeau fiscal épuiser l'économie et empêcher son essor ».

Selon le distingué rapporteur, tout le sort du budget de 1939 et, avec lui, le succès du plan gouvernemental se jouera pendant les quelques mois qui viennent. « L'accroissement du revenu national par la restauration de notre économie, conclut-il, reste indispensable et urgent ».

On peut ajouter que cette restauration a pour condition préalable la stabilité politique et la fin des luttes de partis.

René ROUSSEAU

Voici les principaux passages de l'allocution radiodiffusée prononcée mardi soir, par M. Paul Reynaud, ministre des finances :
 « Je viens vous parler de nouveau, ce soir, parce que j'ai un fait nouveau à vous apprendre, un fait important pour le crédit public. La France, à l'épée,

La réponse française à Rome contiendrait la réfutation juridique de la thèse italienne

AU COURS DES DEUX PREMIÈRES SEMAINES DE JANVIER

M. Daladier, qui s'embarquera à bord d'un croiseur, visitera Bastia, Bizerte, Tunis, Alger et les ouvrages défensifs du Sud tunisien



Une vue générale de Tunis, capitale de la Régence. (Ph. N.Y.T.)

On sait que le gouvernement français a fait remettre au comte Ciano, par son ambassadeur à Rome, sa réponse à la note italienne dénonçant les accords Laval-Mussolini de 1935.

La note française contiendrait, en une douzaine de pages dactylographiées, une réfutation juridique de la thèse italienne et la confirmation de la position du gouvernement en ce qui concerne l'intégrité du territoire.

Cette note laisse toutefois la porte ouverte à des tentatives d'entente ultérieures.

Par le truchement de notre ambassadeur à Londres, le Foreign Office a été mis au courant de son contenu.

D'autre part, ces événements ont servi de prétexte à la mise en circulation dans la presse de nouvelles fausses ou tendancieuses plus ou moins sensationnelles.

C'est ainsi qu'un journal anglais a cru pouvoir annoncer que le voyage de M. Daladier en Tunisie, présenterait « le

caractère d'une véritable démonstration navale de nature à provoquer une concentration de la flotte italienne ».

Cette nouvelle est dénuée de tout fondement.

De même, aucune information autorisée ne permet de confirmer les bruits concernant la concentration massive de troupes italiennes aux environs de Djibouti annoncée par un journal français.

Enfin, on ignore dans les milieux diplomatiques français qu'il soit dans les intentions de M. Chamberlain — comme certains l'ont dit — de s'arrêter à Paris avant de se rendre à Rome.

Les cercles officiels français regrettent que, dans les circonstances présentes, de telles nouvelles soient lancées dans la presse, sans que leur exactitude ait été, au préalable, vérifiée, alors que leur publication peut provoquer de fâcheuses répercussions dans les relations internationales.

(Lire la suite page 2.)

AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

La motion de M. Blum a obtenu 4.322 voix contre 2.837 à celle de M. Paul Faure

La division fut moins accusée en politique intérieure où la motion Roucaïrol, appuyée par M. Blum, obtint 7.076 voix

Nous avons publié, hier, un compte rendu de la dernière séance du congrès du parti socialiste que nous avons

dû interrompre après l'intervention de M. Paul Faure, étant donnée l'heure tardive.

Après les explications du secrétaire général du Parti, la proposition de motion de conciliation est retirée, à la demande de M. Léon Blum.

On passe alors au scrutin sur les trois motions de politique extérieure.

La motion Léon Blum obtint 4.322 voix ; la motion Paul Faure, 2.837 ; la motion Dunkowski, 60 ; abstentions : 1.014 ; absents : 181.

Le débat sur la politique intérieure commence aussitôt après. Ici encore trois motions sont en présence.

M. Léon Blum souligne que sa motion et celle de M. Roucaïrol sont si proches qu'on aurait pu en faire la synthèse, et déclare se rallier à la motion Roucaïrol, au nom de la minorité.

M. Roucaïrol commente alors sa motion en insistant sur l'opposition aux décrets-lois et au gouvernement Daladier.

M. Delxonne, rapporteur de la seconde motion, déclare qu'il y a des victoires à la Pyrrhus, et que la majorité n'a pas osé défendre la politique intérieure qui découle de sa politique extérieure.

La bataille de Catalogne

Le front gouvernemental a cédé sur les ailes

Saragosse, 27 décembre. — (De l'envoyé spécial de l'agence Havas) :

La bataille de Catalogne se poursuit avec succès pour les nationalistes. La rupture du front gouvernemental s'est opérée aux deux ailes aux endroits où l'adversaire n'attendait pas le choc principal. Dans le secteur sud, la manœuvre de débordement a été plus spectaculaire à droite. Le terrain y est plat. A l'aile gauche, au contraire, le terrain extrêmement montagneux, coupé, hérissé de rochers à pic pleins d'embûches pour les attaquants, a rendu plus difficile la progression.

En résumé, depuis le début de l'offensive, le général Franco a percé aux deux ailes la première ligne fortifiée du front gouvernemental et débordé largement le centre renforcé de cette ligne.

A l'aile droite, les canons nationalistes commencent à prendre à partie les éléments avancés de la seconde ligne.

D'après les renseignements recueillis ici, il resterait un troisième système défensif, celui-là aux abords immédiats de Tarragone et de Barcelone.

Bref, les résultats obtenus par les troupes nationalistes au cours des quatre premiers jours de leur offensive s'établissent comme suit : 600 kilomètres carrés de terrain conquis, 16 villages occupés ; une pénétration de plus de 27 kilomètres dans le flanc de l'adversaire, 30 avions adverses abattus.

Les troupes du général Franco ont, en outre, fait près de 4.000 prisonniers. (Lire la suite page 2.)

Le parti communiste est dissous en Tchécoslovaquie

Prague, 27 décembre. — Le parti communiste de Tchécoslovaquie est dissous en Bohême et en Moravie-Silésie pour activité menaçant l'ordre public.

Cette dissolution prononcée par le gouvernement en vertu du décret-loi du 23 décembre, entrera en vigueur mercredi.

EMILE VANDERVELDE, chef du socialisme belge, est mort mardi à Bruxelles

BRUXELLES, 27 DÉCEMBRE 1935.
 La nouvelle a éclaté comme un coup de foudre, mardi matin, à Bruxelles d'abord, dans tout le pays, ensuite. Elle passa immédiatement les frontières. Car Emile Vandervelde n'était pas seulement le chef du socialisme belge, celui qui, président quasi à sa naissance, le soutint dans son évolution et le conduisit à son apogée ; mais il avait voix au chapitre de la 1^{re} Internationale. Son éloquence qui l'apparentait à Jaurès, dont il n'avait point le côté romantique, avait retenti à toutes les tribunes socialistes du monde. Ceux même qui combattaient le plus ses conceptions et ses erreurs ne pouvaient pas ne pas rendre hommage au talent de ce révolutionnaire profondément pétri de socialisme. Le premier, Emile Vandervelde se ren-

dit compte que le socialisme n'avait aucune chance de s'imposer en Belgique par les voies révolutionnaires, mais par la conquête pied à pied, de tous les terrains et de tous les milieux, par le nouage de toutes les forces contraires, en profitant de tous les événements, de toutes les occasions, de toutes les circonstances.

Il y a réussi. Sans doute, le socialisme n'est pas le maître de la Belgique. Mais en mourant, Vandervelde a vu ce que personne n'aurait osé envisager, il y a cinquante ans au début du socialisme belge : un premier ministre socialiste et un président de la Chambre socialiste.

Cela c'est l'œuvre de M. Vandervelde. Ceux qui furent ses émules, sans être ses égaux, les Anseele, les Destree, les Brouckère, les Bertrand, les Pastur,



M. EMILE VANDERVELDE, photographié au cours d'un récent congrès. (Ph. France-Press.)

A 120 km. à l'heure, l'express de Calais tamponne un train de banlieue près de la gare du Nord à Paris

Il y aurait vingt-six blessés

Paris, 27 décembre. — Un accident s'est produit mardi soir, à proximité de la gare de Saint-Denis.

L'express de Calais qui, en raison du mauvais temps, accusait un léger retard sur son horaire habituel a brûlé, semble-t-il, des signaux qui se trouvaient fermés.

Prenant de vitesse le train Chantilly-Paris qui se dirigeait vers la gare du Nord, il le tamponna.

Le choc fut très violent. Les deux locomotives se couchèrent sur le ballast. Les premiers secours s'organisèrent aussitôt.

Il y aurait 26 blessés. Deux d'entre eux ont été transportés à l'hôpital de Saint-Denis.

Les autres voyageurs blessés ont pu regagner leur domicile, après avoir été pansés.

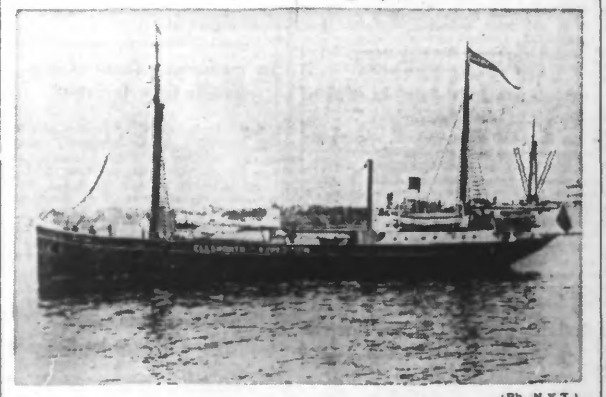
Le mécanicien du train tamponneur qui roulait à une vitesse de 120 kilomètres à l'heure, au moment où se produisit l'accident, est M. Léon Drouard, de Boulogne.

LE VILLAGE LE PLUS HAUT D'EUROPE



LE JOLI BOURG DE SAINT-VÉRAN, à 2.040 mètres d'altitude dans les Hautes-Alpes. (Ph. N.Y.T.)

L'expédition Ellsworth au pôle Sud faillit finir tragiquement



Alors qu'il fuyait devant la barrière de glace qui menaçait de l'écraser, le « Wyll » Earp, bateau de l'expédition Ellsworth au pôle Sud, a failli être la proie des flammes, une étincelle ayant atteint l'aile de l'avion embarqué à bord, qui s'enflamma. Le feu put être maîtrisé à temps par l'équipage. (Ph. N.Y.T.)

ne compriment jamais comme lui la nécessité de « l'évolution ». Ils restent plus ou moins attachés au parti de la révolution.

Tenace, M. Vandervelde maintint contre eux son idéal, et l'imposa. Il est difficile de retracer en un bref article, la carrière de cet homme d'Etat. Pour le faire, c'est l'histoire des luttes religieuses, politiques et sociales de la Belgique depuis un demi-siècle qu'il faudrait écrire.

M. Vandervelde a été mêlé à toute la vie publique, depuis que, jeune avocat radical, c'est-à-dire socialiste, malgré des résistances souvent sérieuses, finit par s'insérer dans les autres meneurs du socialisme.

Il s'affilia en 1885 à la Ligue ouvrière d'Ixelles. Docteur en droit, docteur en sciences sociales et docteur en économie politique, il apporta au socialisme une véritable puissance qui ne fut que développée et élargie, malgré des résistances souvent sérieuses, finit par s'insérer dans les autres meneurs du socialisme.

Emile Vandervelde a été vraiment le chef du socialisme belge. Aucun autre « leader » — et il y en eut de fameux — n'a jamais pu revendiquer ce titre. Il n'aurait point de successeur. Le socialisme aura encore des « leaders ». Il n'aura plus un seul chef.

Ces dernières années, son s'estime eut des éclipses. Ses compagnons de lutte moururent les uns après les autres. Comme il le disait encore au récent congrès socialiste, avec une indélébile émotion dans la voix : il restait seul. Dans la génération montante, beaucoup ignoraient l'ampleur de son œuvre.

En outre, Emile Vandervelde en était resté aux « marxisme international ». Les nouveaux venus, eux, étaient déjà « au-delà du marxisme », plus nationalistes qu'internationalistes. Il tenait bon par s'insérer dans les autres.

Mourant il le disait encore au récent congrès socialiste, avec une indélébile émotion dans la voix : il restait seul. Dans la génération montante, beaucoup ignoraient l'ampleur de son œuvre.

En outre, Emile Vandervelde en était resté aux « marxisme international ». Les nouveaux venus, eux, étaient déjà « au-delà du marxisme », plus nationalistes qu'internationalistes. Il tenait bon par s'insérer dans les autres.

Mourant il le disait encore au récent congrès socialiste, avec une indélébile émotion dans la voix : il restait seul. Dans la génération montante, beaucoup ignoraient l'ampleur de son œuvre.

Jusqu'au bout, il lutta. La semaine dernière encore, il était à la Chambre et dans les Commissions et dans les couloirs, prenant une part active à toutes les batailles visibles ou cachées que la crise politique et économique belge provoquait sans arrêt.

Les catholiques salueront avec respect la mémoire du vieil et grand adversaire qu'ils rencontrèrent sur leur route durant l'existence et dont ils ne pouvaient, s'étant mesurés avec lui, à tous les tournants de la vie publique, ne pas reconnaître la valeur.

LA VIE DU DÉFUNT

M. Vandervelde naquit à Ixelles le 26 janvier 1866. Il fit ses études moyennes aux Athénées d'Ixelles et de Bruxelles. A l'Université libre, il obtint, en 1892, le diplôme de docteur en droit et, en 1898, celui de docteur en sciences sociales ; en 1899, il fut proclamé docteur spécial en économie politique.

Lors de la fondation du parti ouvrier en 1895, M. Vandervelde s'affilia à la Ligue ouvrière d'Ixelles. En 1898, il fonda le Cercle des étudiants et anciens étudiants socialistes de Bruxelles.

C'est le 21 octobre 1894 que M. Vandervelde fut élu député pour la première fois. Il représentait alors l'arrondissement de Charleroi. Dans la suite, et sans interruption, il représenta jusqu'à sa mort